



La délicate réinsertion des enfants-soldats

Par Damien Dubuc

Article publié le lundi 22 février 2010

De notre envoyé spécial au Tchad

Une fresque recouvre l'un des murs intérieurs : un oiseau de paix peine à se faire une place au milieu des chars et des hommes en armes. Ils avancent de la droite vers la gauche, comme s'ils venaient de l'Est du Tchad, le foyer de multiples rebellions dont l'objectif est de chasser Idriss Deby Itno du pouvoir. Ce mur se trouve dans l'un des deux Centres de transit et d'orientation (CTO) de N'Djamena, la capitale. Ils accueillent d'anciens enfants soldats faits prisonniers ou appartenant à des groupes armés rebelles qui ont rejoint le régime. Les jeunes, âgés de 12 à 18 ans, y apprennent d'abord à ne plus se comporter comme des soldats, avant de recevoir une formation professionnelle ou, pour certains, de retourner à l'école.

« On vous a utilisés comme des ânes et ceux qui se sont servis de vous sont aujourd'hui au gouvernement », explique aux nouveaux venus Morel Kiboukiyoulou, le coordinateur du programme « Désarmement, Démobilisation, Réinsertion » de l'ONG Care au Tchad. Un exemple parmi d'autres : Mahamat Nour, le leader du Front Uni pour le Changement, un groupe rebelle pour lequel ont combattu beaucoup des jeunes du CTO, est devenu ministre de la Défense après son ralliement en 2007. « Les rebelles utilisent le prétexte de l'exploitation d'une communauté par une autre pour recruter des enfants, quand leur discours ne passe plus auprès des adultes », complète Morel.

Mahamat, un des enfants soldats du Tchad © Damien Dubuc

Qu'ils soient cuisiniers, messagers ou véritables combattants, les enfants alimentent la guerre civile qui sévit de plus belle depuis 2005. De petites mains persuadées de défendre leur village ou leur ethnie, des « armes légères », selon le mot d'un humanitaire. L'histoire de ces enfants soldats illustre, à leur corps défendant, les alliances de circonstances et les jeux de pouvoir qui agitent le Tchad d'Idriss Deby Itno - arrivé au pouvoir en 1990, à la faveur d'un coup d'État.

Des antagonismes locaux et ethniques existent : le personnel des CTO, bien qu'il s'efforce de casser les affiliations guerrières et tribales, sait qu'il ne peut mélanger les enfants d'origine tama et zaghawa (l'ethnie du Président Deby). Les rancœurs sont vivaces, la vengeance un moteur du recrutement des enfants. Mahamat, 17 ans, explique pourquoi il a rejoint la rébellion en 2001 : « des malfrats zaghawas volaient le bétail de mon village, humiliaient les vieux et assassinaient des gens. Un de mes cousins est mort. Alors, avec un groupe d'amis, j'ai décidé de partir et de me battre. »

Hassan a 18 ans, il gère en ce moment la boutique de son cousin à

Abéché, la grande ville de l'Est, et raconte la même histoire. Trop de violence, trop d'injustices, il choisit de prendre les armes en 2006 sans prévenir ses parents. Trois années au sein des FUC (le Front Uni pour le Changement) l'ont dégoûté des combats. « Au début, j'étais content d'apprendre à tirer à la kalachnikov. Puis, j'ai vu ce qu'est la guerre, j'ai reçu une balle », raconte-t-il, le regard perdu en tripotant ses pieds. Jamais plus il ne retournera au front.

Ce n'est pas le cas de tous les ex-enfants soldats. Dans l'école où il a repris sa scolarité (en CE2), Mahamat, est heureux d'avoir été élu « chef de classe » par ses petits camarades et il souhaite désormais apprendre la mécanique. Mais, il est surtout fier de son combat. « J'ai fait peur à mes ennemis, mon cœur est apaisé. Seulement, les problèmes de mon village n'ont pas changé. Je ne veux pas retourner combattre, mais si les zaghawas dépassent les bornes, je serai obligé d'y retourner », prévient Mahamat.

Un phénomène « culturellement accepté »

La guerre est souvent « un jeu » pour les enfants soldats rappelait récemment Radhika Coomaraswamy, la représentante spéciale de l'ONU pour les enfants et les conflits armés. « Le concept de mort est souvent difficile à appréhender pour les enfants, cela les rend moins craintifs pendant les conflits. » Au Tchad, la situation est d'autant plus compliquée que « le phénomène des enfants soldats est dans certaines zones culturellement accepté », explique Marzio Babilie, représentant de l'Unicef Tchad. Un garçon devient un homme à la puberté. Il peut alors porter une arme et se doit de défendre sa communauté.

« Je ne pouvais pas accepter que nous soyons humiliés devant nos femmes », explique sereinement Abdoulaye. En tant que futur homme et responsable du village, je ne pouvais le tolérer. » A 13 ans, il a rejoint la rébellion de Mahamat Nour, un parent éloigné. Il pensait pouvoir prendre le pouvoir et mettre fin aux violences dont il s'estime victime. C'était avant que son chef ne choisisse de déposer les armes contre un poste au gouvernement.

L'armée nationale tchadienne comme les rebelles jouent de ce terreau culturel pour recruter de la chair fraîche. Ainsi, le général Béchir (en retraite), un conseiller de l'actuel ministre de la Défense, dément tout enrôlement de mineurs au sein des forces gouvernementales avant de lâcher, au détour de la conversation, qu'il a lui-même pris son propre fils dans sa garde personnelle, il y a quelques années. Le délégué aux affaires sociales d'Abéché (qui s'exprime au nom du gouverneur) explique sans rire que certains officiers pensent « rendre service à des jeunes » sans le sou en leur confiant des tâches domestiques. Avant de leur confier une arme.



Hassan, un autre enfant soldat © Damien Dubuc

Pour sa part, Acheick Ibn-Oumar, le représentant en Europe de l'UFR - le principal groupe rebelle actuel - se défend de tout recrutement d'enfants. Mais, il pose cette question : « *jusqu'à quel âge est-on un enfant ?* » Sa réponse est toute prête : « *dans les zones rurales et musulmanes du Tchad, un enfant devient un homme lors de sa circoncision, vers 14 ou 16 ans. La communauté lui remet alors un turban, un javelot et un couteau.* » Ou une mitraillette. On en oublierait presque que l'enrôlement d'enfants soldats est considéré comme un crime de guerre par la Cour pénale internationale.

Expliquer le recrutement des enfants, au Tchad, par l'insouciance des jeunes, leur désir de vengeance ou des facteurs culturels est cependant un peu court. Pour espérer prendre un jour le pouvoir, les rebelles ne reculent pas devant la menace. Ils profitent également de la pauvreté d'une population d'éleveurs touchés de plein fouet par la désertification du Sahel qui pousse les populations du Nord à migrer en quête de terres et de points d'eau. La compétition pour l'espace et les ressources naturelles exacerbe les antagonismes entre des populations habituées à cohabiter depuis des décennies. Or, dans un groupe armé, en dépit des conditions de vie précaire, les enfants sont pris en charge. La kalachnikov permet aux jeunes de survivre et parfois, rarement, d'amasser un petit pécule, grâce aux prises de guerre. Les militaires jouissent également d'un certain prestige.

Le retour à la vie civile n'en est que plus difficile. Le programme de démobilisation, mis en place avec le gouvernement tchadien en 2007 (après la signature des accords de Paris sur les enfants soldats) et financé par l'Unicef, a certes permis à ce jour la ré-

insertion de 795 enfants associés à des groupes armés. Les différents acteurs du retour à la vie civile louent la faculté des enfants soldats à surmonter les traumatismes de guerre, que ce soit l'agressivité, la dépression ou un sentiment, temporaire, de toute puissance. Ceux qui retournent à l'école sont souvent parmi les meilleurs élèves de leur classe, les plus studieux, les plus calmes. Et ensuite ? Dans les villages où ces enfants retrouvent leur famille après les combats, l'école primaire existe rarement, le collège jamais.

« *Nous formons certains jeunes à la mécanique* », explique un humanitaire sous couvert d'anonymat. *Mais, dans les zones reculées de l'Est, ne circulent pas plus de trois voitures...* » « *Les ex-enfants soldats se retrouvent dans une situation de vulnérabilité, alors qu'ils avaient commencé à être autonomes* », précise Clément du Jesuit Refugee Service (JRS), un partenaire de l'Unicef, chargé de la « réunification » avec les familles.

Au Tchad, on estime qu'un tiers de la population souffre de malnutrition, à des degrés plus ou moins graves. Le PNB moyen par habitant n'excède pas deux dollars par jour. Après une saison 2009 déjà difficile, on s'attend à un recul de 34% de la production agricole en 2010, faute de pluies suffisantes. Quelques cas de ré-enrôlement dans des factions armées ont déjà été constatés. Mahamat, le petit épicier d'Abéché n'y pense pas. Lorsque son cousin, parti en Libye, reprendra la gestion du commerce dont il s'occupe, il espère monter une boutique près du village de ses parents, proche de la frontière soudanaise. « *Il existe un camp de réfugiés du Darfour. C'est une bonne opportunité pour un commerce.* » Des réfugiés de l'ethnie zaghawa, chassés par Khartoum. Ceux-là même qu'il avait choisi de combattre.

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Éditrice de Mediapart (SAS). Capital social : 4 017 200 €.

Immatriculation : n° 500 631 932 RCS Paris. Numéro de CPPAP : en cours.

Président : Edwy Plenel. Directeur éditorial : François Bonnet.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Courriel : contact@mediapart.fr . Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08. Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90.